

## Les inquiétudes économiques contribuent à une satisfaction seulement modérée à l'égard de la protection sociale

L'enquête internationale de l'OCDE *Des risques qui comptent* examine la perception des citoyens vis-à-vis des risques sociaux et économiques et la réactivité de leur gouvernement. L'échantillon représentatif de 27 000 personnes âgées de 18 à 64 ans dans 27 pays de l'OCDE permet de mieux comprendre les attentes en matière de politique sociale, notamment face à la crise du coût de la vie.

En France, trois personnes interrogées sur quatre (75 %) s'inquiètent de leur bien-être social et économique en 2022 (Graphique 1), ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à 2020 (65 %). Par conséquent, le paiement de toutes les dépenses est la préoccupation à court terme la plus fréquemment citée (67 %) par les Français, suivie par l'accès à des soins de santé de bonne qualité (65 %).

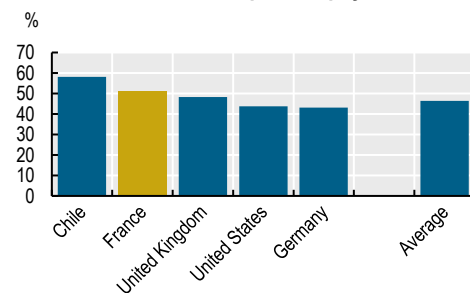
La satisfaction à l'égard des services publics est relativement faible parmi les Français. Les services de santé et de l'éducation sont les plus appréciés (33% chacun), tandis que le logement et l'aide à la famille font partie des services avec la plus faible satisfaction.

Toutefois, la satisfaction à l'égard des services publics est quelque peu dissociée des dépenses de prestations sociales en France. Par exemple, pour des montants de dépenses de santé similaires, 33% des Français et 47% des Allemands déclarent qu'ils sont satisfaits des services de santé.

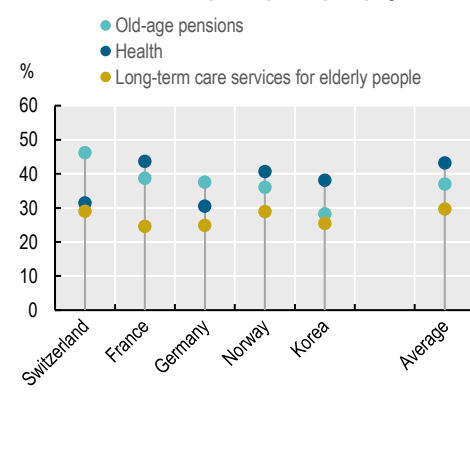
La satisfaction relativement faible à l'égard des services publics pourrait s'expliquer par le fait que la moitié des personnes interrogées (51%) pensent qu'elles ne pourraient pas accéder facilement aux prestations en cas de besoin (Graphique 2). Parmi les personnes ayant des difficultés d'accès, 74% déclarent ne pas savoir si elles peuvent prétendre à des prestations publiques, contre 57% dans l'ensemble des pays.

Le niveau de soutien à l'augmentation des dépenses publiques en France est similaire à celui des autres pays. Lorsqu'on leur demande quels sont les domaines qu'ils amélioreraient par une augmentation de 2% des impôts, les Français citent le plus souvent la santé (44%) et les pensions de retraite (39%) (Graphique 3), qui sont également les soucis à long terme les plus cités.

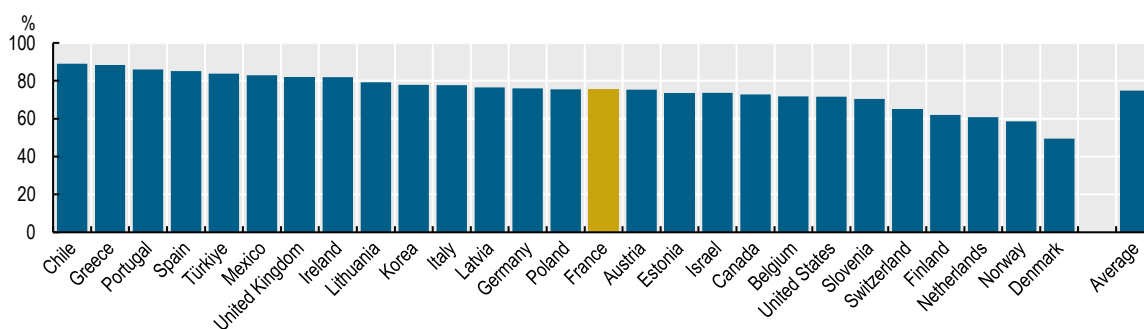
**Graphique 2. Proportion de personnes estimant qu'elles ne pourraient pas bénéficier facilement de prestations publiques si elles en avaient besoin, par pays, 2022**



**Graphique 3. Proportion de personnes prêtes à payer 2% de plus en impôts/cotisations sociales pour améliorer l'offre et l'accès à certains domaines politiques, par pays, 2022**



**Graphique 1. Proportion de personnes qui s'inquiètent de leur situation financière et de leur bien-être social et économique, en 2022**



Notes : La moyenne correspond à la moyenne non pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. La question suivante a été posée aux personnes interrogées : « D'une manière générale, en pensant à l'année ou aux deux années à venir, à quel point êtes-vous préoccupé par les finances et le bien-être social et économique global de votre ménage ? ». Ils pouvaient choisir entre : « Pas du tout inquiet » ; « Peu inquiet » ; « Assez inquiet » ; « Très inquiet » ; « Ne sait pas choisir ». Les données présentent la part des répondants qui se disent « plutôt préoccupés » ou « très préoccupés ». Pour les notes complètes, voir le rapport.

Source : Enquête de l'OCDE sur les risques qui comptent 2022, <http://oe.cd/rtm>.

L'enquête Risks that Matter de l'OCDE est une enquête transnationale qui examine les préoccupations sociales et économiques des personnes, la manière dont elles estiment que leur gouvernement répond à leurs besoins et attentes, ainsi que les politiques qu'elles aimeraient voir à l'avenir. L'enquête a été réalisée pour la première fois en 2018, pour soutenir la réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales, et ensuite en 2020. L'enquête de 2022, menée d'octobre à décembre 2022, s'appuie sur des échantillons représentatifs au niveau national en Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Corée, Lettonie, Lituanie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Slovaquie, Espagne, Suisse, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis.